

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 33.996/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 33.996/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 31 juillet 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "visant à compléter la protection pénale des mineurs", a donné le 16 septembre 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 juli 2002 door de Minister van justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot verruiming van de strafrechtelijke bescherming van de minderjarigen", heeft op 16 september 2002 het volgende advies gegeven :

Observations particulières

Dispositif

Article 6

1. L'article 433 en projet du Code pénal vise à punir les personnes qui utilisent des mineurs en vue de commettre un crime ou un délit. L'alinéa 1^{er} débute par les mots :

"Art. 433. Toute personne qui aura, directement ou par un intermédiaire, attiré ou utilisé un mineur, même de son consentement ...".

De même, l'alinéa 2, d), en projet fait référence à "l'action d'attirer des mineurs".

Interrogé sur le sens du terme "attiré", la déléguée du ministre a expliqué que la volonté de l'auteur du projet est de punir non seulement ceux qui recrutent des enfants mais également ceux qui parviennent, par différents stratagèmes, à les convaincre d'accomplir des délits ou des crimes.

Le terme "attiré" est cependant ambigu. Comme en a convenu la déléguée du ministre, mieux vaut s'en tenir au terme "utilisé", peu importe comment l'adulte est parvenu à ses fins.

La disposition doit, en conséquence, être revue sur ce point et l'exposé des motifs doit en expliciter la portée.

2. L'alinéa 2, b), en projet utilise les termes "position particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve le mineur". Si, d'autres dispositions du Code pénal font également usage de la notion de "position vulnérable", elles précisent généralement les circonstances de "cette position vulnérable". Ainsi, selon l'article 380bis, § 3, 2°, du Code pénal, la vulnérabilité de la position d'une personne résulte "de sa situation administrative illégale ou précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale" ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir également la formulation de l'article 77bis, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

La déléguée du ministre a expliqué que la position vulnérable du mineur pouvait également résulter d'une situation familiale précaire ou d'un état de fugue.

Il convient de compléter la disposition en projet sur ce point en s'inspirant de l'article 380bis du Code pénal et en visant expressément les hypothèses que l'on entend envisager.

Article 8

1. L'article 433bis en projet du Code pénal s'inspire dans une certaine mesure de l'article 80 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Cette dernière disposition prévoit qu'il est interdit de publier et de diffuser le compte rendu des débats des chambres de la jeunesse des cours d'appel et des tribunaux de la jeunesse. L'alinéa 3 de la disposition en projet utilise les termes "une personne poursuivie ou qui fait l'objet d'une mesure..." alors que l'article 80, alinéa 2, précité, fait référence à "l'identité des mineurs poursuivis ou qui ont fait l'objet d'une mesure ...".

Interrogée sur les raisons de cette nouvelle terminologie, la déléguée du ministre a fait savoir qu'elle n'avait pas d'objection à ce que l'on maintienne la terminologie existante ("mineurs poursuivis").

2. L'alinéa 3 fait également référence à la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur les recours à la Cour d'arbitrage qui ont été récemment introduits contre cette loi ⁽²⁾.

Article 9

Cette disposition insère un article 505bis dans le Code pénal afin de punir ceux qui auront recelé, en tout ou en partie, les choses enlevées, détournées ou obtenues en commettant le délit ou le crime auquel se réfère l'article 433 en projet du Code pénal.

⁽²⁾ n^{os} de rôle 2513 et 2515.

Interrogée sur les raisons pour lesquelles les autres infractions visées à l'article 505 du Code pénal ne sont pas prises en considération par la disposition en projet, la déléguée du ministre a expliqué que le recel est actuellement la principale infraction constatée mais que les autres infractions ne sont pas exclues.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet d'envisager l'opportunité d'étendre le champ d'application de l'article 505bis en projet.

Article 10

La phrase liminaire doit préciser que la modification est apportée à l'article 37, § 4, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Article 11

La phrase liminaire doit préciser que la modification est apportée à l'article 38, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965, précitée.

Articles 12 et 14

L'article 12 du projet modifie l'article 89 de la loi du 8 avril 1965, précitée, afin que cette disposition ne fasse plus référence notamment à l'article 81 de la même loi. En vertu de cette dernière disposition, sont punissables ceux qui emploient des mineurs âgés de moins de seize ans pour accomplir des travaux qui excèdent manifestement leurs forces.

Quant à l'article 14 du projet, il abroge la loi du 28 mai 1888 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes. Il ressort du commentaire de cette disposition que l'abrogation de cette loi se justifie "en raison de la large protection garantie aux mineurs et aux jeunes travailleurs par la loi du 16 mars 1971 sur le travail".

.../...

Si l'on compare cependant les dispositions pénales de la loi du 16 mars 1971, précitée, et plus particulièrement les articles 53 à 59, avec les dispositions du projet, il convient de constater que certaines peines prévues ne sont pas renforcées comme le sont celles visées à l'article 433 en projet du Code pénal.

Ainsi, un père qui permet une exploitation de son enfant dans le cadre d'un travail en violation des dispositions de la loi du 16 mars 1971, précitée, peut être puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de "26 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement", alors que ce même père qui fait mendier son enfant sera, en vertu de l'article 342 en projet du Code pénal, punissable d'un emprisonnement de huit jours à six mois.

Comme en a convenu la déléguée du ministre, cette disparité devrait être corrigée par un réexamen des dispositions pénales de la loi du 16 mars 1971, précitée.

Article 13

Cet article abroge plusieurs dispositions de la loi du 8 avril 1965, précitée, dont certaines dispositions transitoires.

Interrogée sur les raisons de l'abrogation de l'article 97 de cette loi, la déléguée du ministre n' a pas été en mesure de dire si certains magistrats de la jeunesse sont encore concernés par cette disposition transitoire.

Une vérification s'impose avant une abrogation éventuelle de cette disposition.

Observations finales d'ordre linguistique

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration du point de vue de la correction de la langue.

C'est sous réserve des observations de fond précédentes et, à titre d'exemple, que sont formulées les propositions de texte suivantes :

Intitulé

Il y a lieu d'écrire "voorontwerp ... bescherming van minderjarigen".

Article 2

Il convient d'écrire : "Aanzetting tot bedelen van minderjarigen".

Article 3

A l'alinéa 1^{er} de l'article 342, en projet, il y a lieu d'écrire "Met gevangenisstraf van acht ...".

Article 6

L'article 433 en projet doit être rédigé comme suit :

"Art. 433. Eenieder die ... gebruikt om, op één van de wijzen genoemd in artikel ... de straffen bepaald voor die misdaad ... de voorgeschreven gevangenisstraf ...".

Article 8

A l'alinéa 2 de l'article 433bis, en projet, il faut écrire "dictum", et non "beschikkend gedeelte", et à l'alinéa 3, in fine, "Hetzelfde geldt voor de persoon tegen wie een maatregel genomen is in het kader ...".

Article 9

L'article 505bis, en projet, doit être rédigé comme suit :

"Art. 505bis. Zij die geheel of gedeeltelijk zaken helen die zijn weggenomen of verduisterd, dan wel verkregen zijn door het wanbedrijf of de misdaad te plegen waarnaar artikel 433 verwijst, worden gestraft met de straffen genoemd in ...".

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 6

1. Het ontworpen artikel 433 van het Strafwetboek strekt ertoe de personen te straffen die minderjarigen gebruiken om een misdaad of wanbedrijf te plegen. Het eerste lid begint met de woorden :

"Art. 433. Iedere persoon die een minderjarige, zelfs met zijn toestemming, rechtstreeks of via een tussenpersoon, aantrekt of gebruikt ...".

Zo ook is er in het ontworpen tweede lid, d), sprake van "het aantrekken (...) van minderjarigen".

Op de vraag omtrent de betekenis van het woord "aantrekken", heeft de gemachtigde van de minister verklaard dat het de bedoeling is van de steller van het ontwerp om niet alleen diegenen te straffen die kinderen werven, maar ook degenen die via allerlei listen erin slagen om hen te overtuigen wanbedrijven of misdaden te plegen.

Het woord "aantrekken" is evenwel onduidelijk. Zoals de gemachtigde van de minister beaamd heeft, houdt men zich het best aan het woord "gebruiken", ongeacht hoe de volwassene zijn doel bereikt heeft.

De bepaling moet bijgevolg op dat punt worden herzien en in de memorie van toelichting moet de draagwijdte ervan worden aangegeven.

2. In het ontworpen tweede lid, b) worden de woorden "bijzonder kwetsbare positie waarin de minderjarige verkeert" gebruikt. Wanneer dan al in andere bepalingen van het Strafwetboek eveneens de woorden "kwetsbare positie" worden gebezigd, worden daarin over het algemeen de omstandigheden beschreven van "deze kwetsbare positie". Aldus resulteert volgens artikel 380bis, § 3, 2°, van het Strafwetboek de kwetsbaarheid van de positie van een persoon uit "een onwettige of precaire administratieve toestand of

.../...

(...) (uit) zwangerschap, ziekte dan wel een lichamelijk of een geestelijk gebrek of onvolwaardigheid" ⁽¹⁾.

De gemachtigde van de minister heeft verklaard dat de kwetsbare positie van de minderjarige ook het gevolg kan zijn van een precaire gezinssituatie of van het feit dat de minderjarige is weggelopen.

Wat dat punt betreft, behoort de ontworpen bepaling te worden aangevuld door te steunen op artikel 380bis van het Strafwetboek en door uitdrukkelijk melding te maken van de gevallen die men beoogt.

Artikel 8

1. Het ontworpen artikel 433bis van het Strafwetboek is in zekere mate gebaseerd op artikel 80 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. In deze laatste bepaling wordt gesteld dat publicatie en verspreiding van het verslag van de debatten voor de jeugdkamers der hoven van beroep en voor de jeugdrechtbanken verboden is. In het derde lid van de ontworpen bepaling worden de woorden "een persoon die vervolgd wordt, of tegen wie een maatregel is genomen ..." gebruikt, terwijl in het voornoemde artikel 80, tweede lid, sprake is van "de identiteit (...) van minderjarigen die vervolgd worden of tegen wie een maatregel (...) is genomen ...".

Op de vraag over de redenen voor deze nieuwe terminologie, heeft de gemachtigde van de minister laten weten dat zij er geen bezwaar tegen heeft dat de bestaande terminologie ("minderjarigen die vervolgd worden") behouden zou blijven.

2. In het derde lid wordt eveneens verwezen naar de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op de beroepen die onlangs tegen deze wet bij het Arbitragehof zijn ingesteld ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Zie eveneens de formulering van artikel 77bis, § 1, 2°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

⁽²⁾ rolnummers 2513 en 2515.

Artikel 9

Door middel van deze bepaling wordt een artikel 505bis ingevoegd in het Strafwetboek teneinde degenen te straffen die geheel of gedeeltelijk zaken helen die zijn weggenomen of verduisterd, dan wel verkregen zijn door het plegen van het wanbedrijf of de misdaad genoemd in het ontworpen artikel 433 van het Strafwetboek.

Op de vraag waarom de andere, in artikel 505 van het Strafwetboek vermelde misdrijven niet in aanmerking worden genomen in de ontworpen bepaling, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat heling thans het voornaamste vastgestelde misdrijf is, maar dat de overige misdrijven niet worden uitgesloten.

De steller van het ontwerp dient derhalve de mogelijkheid te overwegen om de werkingssfeer van het ontworpen artikel 505bis uit te breiden.

Artikel 10

In de inleidende zin dient te worden aangegeven dat paragraaf 4, tweede lid, van artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming gewijzigd wordt.

Artikel 11

In de inleidende zin dient te worden aangegeven dat het tweede lid van artikel 38 van de voormelde wet van 8 april 1965 wordt gewijzigd.

Artikelen 12 en 14

Artikel 12 van het ontwerp wijzigt artikel 89 van de voornoemde wet van 8 april 1965, opdat deze bepaling niet langer onder meer naar artikel 81 van dezelfde wet verwijst. Krachtens deze laatste bepaling wordt gestraft degene die een minderjarige beneden de volle leeftijd van zestien jaar bezigt voor werkzaamheden die kennelijk zijn krachten te boven gaan.

Artikel 14 van het ontwerp heft de wet van 28 mei 1888 nopens de bescherming der kinderen gebezigd in rondreizende beroepen op. Uit de artikelsgewijze bespreking van deze bepaling blijkt dat de opheffing ervan gerechtvaardigd is "gelet op de ruime bescherming die aan minderjarigen en aan jonge werknemers wordt geboden in (de) (arbeids)wet van 16 maart 1971".

Als echter de strafbepalingen van de voormelde wet van 16 maart 1971, inzonderheid de artikelen 53 tot 59, worden vergeleken met de bepalingen van het ontwerp, moet worden geconstateerd dat bepaalde voorgeschreven straffen niet worden verzwaaard, zoals wel het geval is met de in het ontworpen artikel 433 van het Strafwetboek vermelde straffen.

Zo kan een vader die in strijd met de bepalingen van de voormelde wet van 16 maart 1971 toestaat dat zijn kind wordt uitgebuit in het kader van werk, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met geldboete van "26 tot 500 euro of met een van die straffen alleen", terwijl diezelfde vader die zijn kind aanzet tot bedelen, krachtens het ontworpen artikel 342 van het Strafwetboek, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden.

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, dient deze discrepantie te worden weggewerkt door een herziening van de strafbepalingen van de voormelde wet van 16 maart 1971.

Artikel 13

Dit artikel heft verschillende bepalingen op van de voornoemde wet van 16 maart 1971, waarvan sommige overgangsbepalingen.

Toen haar gevraagd werd waarom artikel 97 van deze wet opgeheven wordt, kon de gemachtigde van de minister niet zeggen of bepaalde jeugdmagistraten nog betrokken zijn bij deze overgangsbepaling.

Een onderzoek is vereist vóór een eventuele opheffing van deze bepaling.

.../...

Slotopmerkingen van taalkundige aard

De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik voor verbetering vatbaar.

Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden, bij wijze van voorbeeld, enige tekstvoorstellen gedaan :

Opschrift

Men schrijve "voorontwerp ... bescherming van minderjarigen".

Artikel 2

Men schrijve : "Aanzetting tot bedelen van minderjarigen".

Artikel 3

In het eerste lid van het ontworpen artikel 342 schrijve men "Met gevangenisstraf van acht ...".

Artikel 6

Het ontworpen artikel 433 zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 433. Eenieder die ... gebruikt om, op één van de wijzen genoemd in artikel ... de straffen bepaald voor die misdaad ... de voorgeschreven gevangenisstraf ...".

Artikel 8

In het tweede lid van het ontworpen artikel 433bis schrijve men "dictum", en niet "beschikkend gedeelte", en in het derde lid ervan, in fine, "Hetzelfde geldt voor de persoon tegen wie een maatregel genomen is in het kader ...".

Artikel 9

Het ontworpen artikel 505bis zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 505bis. Zij die geheel of gedeeltelijk zaken helen die zijn weggenomen of verduisterd, dan wel verkregen zijn door het wanbedrijf of de misdaad te plegen waarnaar artikel 433 verwijst, worden gestraft met de straffen genoemd in ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Monsieur
de Heer

J. VAN COMPERNOLLE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS